



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Préfecture
Service de l'Animation des
Politiques Publiques Interministérielle
et de l'environnement
Bureau de l'environnement**

**Arrêté n° PREF-SAPPIE-BE-2020- 445
du 17 NOV. 2020
portant renouvellement d'agrément à la SEVIA
pour le ramassage des huiles usagées dans le département de l'Yonne**

**Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

- VU** le Code de l'Environnement et notamment le titre IV du livre V relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,
- VU** le décret n° 79-981 du 21 novembre 1979, codifié aux articles R.543-3 à R.543-15 du Code de l'environnement, portant réglementation de la récupération des huiles usagées,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 janvier 1999 relatif aux conditions de ramassage des huiles usagées, modifié par les arrêtés des 23 septembre 2005 et 24 août 2010,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément déposée le 8 avril 2020 par la société SEVIA,
- VU** l'avis de l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) en date du 30 juillet 2020,
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 27 octobre 2020,
- VU** l'arrêté préfectoral n° PREF-DCPP-SEE-2015-0413 du 8 octobre 2015 portant renouvellement d'agrément à la société SEVIA pour le ramassage des huiles usagées dans le département de l'Yonne,

CONSIDÉRANT que l'agrément susvisé, délivré pour une durée de cinq ans, est arrivé à échéance le 8 octobre 2020,

CONSIDÉRANT que l'article 5 de l'annexe de l'arrêté du 28 janvier 1999 modifié, susvisé, dispose qu' : « [...]Au cas où le préfet n'a pas fait connaître sa décision à la date d'expiration de la validité de l'agrément, celui-ci est prorogé jusqu'à l'intervention de cette décision. »,

CONSIDÉRANT que la crédibilité technique et financière dont témoigne la société SEVIA justifie que sa demande de renouvellement d'agrément pour le ramassage des huiles usagées dans le département de l'Yonne soit retenue,

ARRÊTE :

Article 1^{er} : La société SEVIA dont le siège social est situé Zone Industrielle du Petit Parc - Voie C - Rue des Fontenelles - 78920 ECQUEVILLY, est agréée pour assurer le ramassage des huiles usagées dans l'Yonne.

Article 2 : Cet agrément entre en vigueur à compter de la date de signature du présent arrêté et pour une durée de cinq ans.

Article 3 : Les ramasseurs sont assujettis au respect des obligations prévues aux clauses et conditions du cahier des charges défini dans l'annexe de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1999 susvisé et notamment :

- ramasser les huiles du département (article 2),
- procéder à l'enlèvement de tout lot d'huiles usagées supérieur à 600 litres dans un délai de quinze jours (titre II article 7) et délivrer au détenteur un certificat d'enlèvement,
- pratiquer des prix de reprise affichés (titre II article 6),
- séparer les différentes qualités d'huiles,
- adresser mensuellement un bilan d'activité à l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (titre II article 13).

Article 4 : L'irrespect des prescriptions énoncées au cahier des charges et plus particulièrement de l'une de celles précisées à l'article 3 ci-dessus, entraînera l'examen du dossier de la société fautive par la commission départementale d'agrément pouvant entraîner le retrait de l'agrément.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié sur le Internet des services de l'Etat dans l'Yonne, inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Yonne et un extrait de ce document sera publié aux frais du bénéficiaire de l'agrément dans deux journaux de la presse locale, « L'Yonne Républicaine » et « L'Indépendant de l'Yonne ».

Article 6 : Mme la Secrétaire générale de la préfecture et M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée à :

- M. le Directeur général de la société SEVIA,
- Mme et M. les Sous-préfets des arrondissements d'Avallon et de Sens,
- M. le Délégué régional de l'ADEME,
- Mme la Responsable de l'Unité Interdépartementale Nièvre/Yonne de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté.

Fait à Auxerre, le **17 NOV. 2020**

Préfecture de l'Yonne-service du courrier

19 NOV. 2020

ARRIVÉE

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous Préfète,
Secrétaire générale


Dominique YANI

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Dijon :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le Tribunal Administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

